

## Penser les vrais risques du vingt-et-unième siècle

Le concept d'« Europe de la défense » est en train de progresser dans le discours politique et dans les esprits <sup>1</sup>. En France, l'idée de construire une défense propre à l'Europe semble avoir de plus en plus de partisans <sup>2</sup>. Tout se passe comme si les divergences entre Européens pendant la crise du Golfe et le transfert de quelques dizaines de milliers de soldats américains d'Europe en Arabie Saoudite avaient ranimé le fantasme d'« États-Unis d'Europe » pouvant agir dans le monde avec autant de force et de détermination que les États-Unis d'Amérique.

Chacun sait sans doute qu'il ne saurait s'agir d'une armée européenne, qu'une défense de l'Europe ne peut se concevoir que dans le respect de l'alliance atlantique, qu'on ne décourage pas les États-Unis de rester en Europe, que les forces nucléaires anglaises et françaises demeureront nationales, qu'il pourrait suffire de faire passer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) de neuf membres à douze et d'intégrer la défense dans le traité de Rome... Cet apparent réalisme donne au contraire plus de crédibilité à ce concept vague. Or ce dernier tend à donner une validité à une idéologie périmée de la sécurité qui risque de faire passer à côté des véritables menaces pesant sur l'Europe. Il tend en effet à faire croire aux cinq assertions suivantes :

1. — Il est indispensable d'accroître l'effort de défense dans tous les pays européens. Le retrait progressif, mais rapide des Américains contraindrait ces pays à un « effort accru » ; les leçons de la guerre du Golfe exigeraient une « modernisation » des matériels existants le montant des budgets militaires - 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) en France — devrait donc être non seulement maintenu, mais augmenté.
2. — Une telle évolution serait d'autant plus nécessaire que le mouvement de réduction des armements ne va ni ne doit continuer. La guerre du Golfe aurait dissipé les illusions à ce sujet : elle aurait prouvé la nécessité de maintenir une capacité d'intervention sur les théâtres extérieurs ; l'attitude de Moscou aurait montré qu'il y a toujours une menace à l'Est.
3. — La « sécurité collective » — ONU et Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) incluses — est une plaisanterie. La CSCE serait porteuse d'illusions dangereuses et de naïveté, surtout à l'égard de l'Union soviétique. Malgré le rôle jugé positif joué par le Conseil de sécurité dans la crise du Golfe, l'ONU ne saurait être le « gendarme du monde » et, comme il ne faudrait pas laisser cette fonction aux seuls États-Unis, l'Europe devrait être capable d'y participer.
4. — La sécurité est un problème uniquement militaire : les menaces non militaires — migrations massives, environnement, déséquilibres économiques et sociaux, etc. — seraient soit sans importance, soit susceptibles d'être contenues par des moyens militaires.
5. — L'Europe doit avoir sa propre défense pour exister. La logique implicite est ici celle de l'édification progressive d'un super-Etat régional : l'union commerciale, réglementaire et fiscale, puis monétaire, conduirait à l'union politique et donc à l'union militaire.

Or tout cela est faux.

---

<sup>1</sup> En dépit du fait que le conseil des ministres des affaires étrangères de l'OTAN ait, le 7 juin 1991, reconnu l'existence "d'une identité européenne de sécurité et de défense qui prend forme au sein des Douze et de l'UEO" l'enthousiasme pour cette notion n'est pas partagé par les gouvernements allemands, anglais, néerlandais et portugais, notamment.

<sup>2</sup> Cf. discours du président de la République devant le forum de l'École de guerre le 11 avril 1991. "L'Europe en tant que telle ne doit manquer aucune occasion de se structurer par une politique commune et par là-même une défense propre." Cf. également le discours de M. Jacques Delors devant l'Institut d'études stratégiques de Londres, le 7 mars 1991, l'article de M. Edouard Balladur dans *le Monde* du 9 mars et celui de M. François Heisbourg dans *l'International Herald Tribune* du 29 mai 1991.

## **Interdire le commerce des armes**

La réduction des armements est possible et continuera en fait. L'état de surarmement auquel avaient conduit quarante ans de guerre froide n'a aucune raison d'être maintenu. Dans le nucléaire — en dépit de quelques difficultés, - les accords sur la limitation des armements stratégiques (START) seront signés, et il est logique que la notion de « dissuasion minimale » soit finalement admise par les États-Unis et l'Union soviétique ; les armes nucléaires à courte portée seront certainement retirées du territoire allemand (parce que l'Allemagne le veut), et probablement détruites. Dans le domaine conventionnel, il est parfaitement possible — en prenant son temps — de continuer les négociations de Vienne sur la réduction des forces classiques (CFE) et de ramener le niveau des armées à une « posture défensive » sur le plan Est-Ouest. Face au Sud et aux crises du type Golfe, la nécessité de développer des forces d'intervention équipées d'armements modernes et sophistiqués ne se justifie que si l'on continue à vendre les mêmes armes aux pays du Sud et de surarmer certains pays sous prétexte qu'ils sont amis ou momentanément utiles, sans penser qu'ils peuvent changer de régime ou de camp. Il est possible de chercher un équilibre à un niveau plus bas en interdisant le commerce des armes et en négociant le contrôle international de leur fabrication.

Les risques non militaires sont désormais plus graves que les risques militaires. Continuer de prétendre le contraire, c'est traiter les problèmes du vingt et unième siècle avec des structures mentales du dix-neuvième, c'est oublier les risques pesant sur l'environnement ; c'est refuser de comprendre que les crises en gestation, sous l'effet de l'énorme pression exercée par des forces économiques qui exigent un espace mondial et par des forces démographiques qui donnent une écrasante supériorité numérique aux masses pauvres du Sud, se traduisent par des migrations massives (de l'Est vers l'Ouest et du Sud vers le Nord), capables de désintégrer socialement et politiquement les pays riches. Il n'y a pas de réponses militaires à de tels risques ; la parade doit être trouvée ailleurs.

La CSCE a permis l'acceptation de trois techniques — mesures de vérification et de contrainte, réduction progressive des armements, politiques de coopération et de confiance — qui constituent une novation absolue dans les systèmes de sécurité. Refuser d'essayer de les étendre aux relations avec tous les pays revient à choisir délibérément la marche vers un surarmement inutile, coûteux et dangereux.

## **Une politique étrangère commune**

Une conception moderne et rationnelle de la sécurité consiste à prévenir plutôt qu'à guérir, et à tenir compte de l'ensemble des dangers existants. Les risques militaires que l'on imagine aujourd'hui à l'Est comme au Sud résultent d'un surarmement qu'il faut réduire et non encourager, et des menaces de déstabilisation sociale et politique dues pour l'essentiel à la pauvreté, au sous-développement, à l'ignorance. Des budgets de sécurité dignes de ce nom transféreraient des parties de plus en plus importantes des crédits militaires au soutien à des politiques de l'environnement et au développement de l'Est comme du Sud dans une stratégie à long terme d'intégration sociale mondiale.

Enfin, l'Europe n'a pas la vocation de devenir un super-État régional. Elle n'a pas de limites : doit-elle inclure douze, dix-huit, vingt-quatre pays, ou davantage ? Où placer la limite d'une identité exclusive, — sur l'Oder ou à l'Oural ? L'Europe a en fait une vocation mondiale — une chance qui doit être exploitée pour tisser patiemment, à partir du système de la CSCE, une série d'accords régionaux du type CSCM<sup>3</sup>, instituant progressivement un système de sécurité qui, pour être efficace, doit être planétaire.

Pour l'Europe des Douze, l'urgence consiste à avoir une politique étrangère commune, c'est-à-dire une stratégie de sécurité. Le concept d'« Europe de la défense » tend à préjuger de cette stratégie en préconisant le surarmement. Pour la sécurité de l'Europe et du monde, c'est au contraire au niveau le plus bas possible d'armements — en le complétant par des mesures de contrainte et de confiance et par une aide massive au développement — qu'il faut établir l'équilibre. Il est donc temps de réduire les budgets militaires, non de les augmenter.

**Maurice Bertrand**

---

<sup>3</sup> Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, préconisée notamment par l'Espagne et l'Italie.